

Initiatives ministérielles

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Nous sommes habitués à la rhétorique du NPD, mais j'aimerais demander au député d'être raisonnable.

C'est difficile, mais nous savons tous très bien que les gens de ce pays sont tellement bien protégés qu'ils le sont même avec 37 cents d'augmentation; nous savons qu'aucun autre groupe ailleurs dans le monde ne peut déclarer que son pouvoir d'achat a été aussi bien protégé, qu'il reçoit son argent même si c'est seulement 37 cents.

Si on pouvait en dire autant des enfants, des chômeurs, etc. Selon la rhétorique NPD, il faut dépenser de l'argent, encore de l'argent et toujours de l'argent. Ils vivent dans un monde merveilleux puisqu'ils n'ont pas à trouver l'argent.

Je le répète, soyez raisonnable et dites la vérité aux Canadiens; c'est pourquoi nous sommes ici, mon ami.

M. Waddell: Je répondrai au ministre. Sortez de votre limousine, monsieur le ministre. Venez voir le vrai monde, allez chez McDonald ou à la banque d'aliments. Quittez ce milieu de riches privilégiés où vivent les conservateurs de Mulroney. Vous manquez tellement de courage que vous ne pouvez pas parler au Québec.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre s'il vous plaît. Je demande au député de respecter le sujet du débat, soit le projet de loi C-60.

M. Waddell: Je respecte le sujet. Je déclare à la Chambre, à ce groupe de conservateurs gâtés qui n'écoutent pas que je suis tout à fait dans le sujet. Les gens m'ont téléphoné pour dire: «C'est incroyable, ces conservateurs nous ont accordé 37 cents d'augmentation et maintenant ils veulent nous imposer une taxe de 18 milliards que nous devons porter collectivement.» Voilà pourquoi les électeurs sont en colère contre vous. Vous vivez. . .

[Français]

Mon ami, vous habitez dans un monde. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre. Je rappelle une fois de plus que le débat ne porte que sur les motions d'amendement au projet de loi C-60, et par conséquent, c'est très réduit comme champ d'application. J'en appelle à la bonne volonté de l'honorable député.

[Traduction]

M. Waddell: Je traite de cette motion. La motion parle d'harmonisation. Elle parle de TPS. Je dis que pour acheter un hamburger et une salade de 4,99 \$, les gens du

troisième âge, tout comme les autres citoyens de notre pays, doivent payer 35 cents de TPS et que les conservateurs veulent harmoniser cette taxe avec la taxe provinciale, de sorte que les gens devront déboursier encore plus. Ensuite, ils nous disent: «Merci, vous nous avez donné. . .»

Le président suppléant (M. DeBlois): Le temps de parole du député est expiré.

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la diatribe de mon collègue que j'ai rencontré hier dans la riche ville de Toronto. Il nous a dit de sortir des villes riches. Pourtant, je l'ai vu hier à Toronto, la ville des riches.

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Il n'en faut pas beaucoup pour faire démarrer le NPD.

M. Waddell: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'aimerais savoir ce que le ministre a contre Toronto. Il y a des personnes âgées à Toronto qui ont reçu leurs 37 cents et qui paient la taxe de vente.

Le président suppléant (M. DeBlois): Ce n'est pas un rappel au Règlement. C'est une opinion.

M. McDermid: Monsieur le Président, je reviendrai là-dessus. Permettez-moi de vous dire pour l'instant que le gouvernement va s'opposer aux motions présentées par mon collègue de Windsor.

Une voix: Pourquoi?

M. McDermid: Pourquoi? Parce qu'elles ne conviennent pas à ce projet de loi.

L'une des choses que mon collègue a omis de mentionner en parlant de l'augmentation des pensions de vieillesse, c'est que depuis bon nombre d'années, ces pensions sont indexées sur le coût de la vie en vertu de la loi de notre pays. Comme le taux d'inflation est très bas, c'est ce qui explique la faible augmentation des pensions de vieillesse.

Je reconnais avec mon collègue que c'est peu, mais c'est ce que prévoit la loi du pays. C'est une loi qui a été votée à la Chambre des communes et, soit dit en passant, elle a été appuyée par le Nouveau Parti démocratique. Je tiens à le faire savoir très clairement. Ils ont appuyé l'indexation des pensions de vieillesse. D'ailleurs, les conservateurs en ont fait autant. Je crois que cette Chambre y avait alors donné son consentement unanime. Et voilà que mon collègue vient faire des reproches au gouvernement et nous accuse d'être terribles à cet égard.